

**ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA DEMANDE D'AUTORISATION
D'EXPLOITER UNE INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS NON
DANGEREUX SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'ALLEMANT.**

COMPLEMENTS AU MEMOIRE EN REPONSE.

LES COMPLEMENTS SONT IMPRIMES EN VERT EN FIN DE DOCUMENT.

contenu du message

de "Molliard, Nicolas" <nicolas.molliard@sita.fr>
à "Jacques DENISSEL" <jacques.denissel@wanadoo.fr>
cc "Moreau, Laurent" <laurent.moreau@sita.fr>
date 21/04/16 10:21
objet RE: Deux petites questions;
pièce(s) jointe(s) 1 fichier(s) [Allemant C...docx \(1.99 Mo\)](#)

Bonjour Monsieur Denissel,

Vous trouverez ci-après les éléments demandés. Je les ai mis dans une nouvelle version du doc transmis la fois dernière.

Appelez-moi au besoin,

Bien à vous,

Nicolas MOLLIARD

SITA UP - SUEZ

Téléphone fixe : +33 (0)3 21 45 91 36

Portable : +33 (0)6 89 70 73 35

ENQUETE PUBLIQUE ALLEMANT

OBSERVATIONS NON TRAITEES PAR THEME

A traiter non pas en renvoyant à un courrier dans lequel le sujet aurait été traité, car nous n'avons pas trouvé la réponse.

I: Environnement.

Effet de serre :

Le sujet de l'effet de serre est traité à plusieurs reprises dans le dossier. Vous trouverez ci-après un extrait de la *page 211 de l'Etude d'Impact sur l'empreinte écologique* : Les bilans de consommation en énergie et en eau, ainsi que les bilans de production de déchets et émission de GES [nldr : Gaz à Effet de Serre] ont été estimés grâce à l'étude technique de l'activité, associés au retour d'expérience de SITA Nord Est. La limite considérée pour ces bilans est l'enceinte du site.

Les consultations des bases techniques de l'INERIS, de l'ADEME et l'analyse approfondie de la réglementation en vigueur et des directives européennes (BREF déclinés et disponibles grâce à l'INERIS sous la forme de Meilleures Techniques Disponibles) en rapport avec les activités du projet ont permis de guider et confirmer la pertinence des mesures prévues pour limiter l'impact du projet sur le climat (effet de serre), les ressources en eau et en énergie, et la production de déchets

Par ailleurs, le projet prévoit la mise en œuvre d'une couverture étanche. Cette couverture permettra de maximiser le taux de captage de biogaz et donc de limiter l'émission de gaz à effet de serre.

Autres références :

→ cf. CVA 13 page 43 § « Enfin, concernant la teneur [...] », CVA 16 pages 63-64 § « Au préalable, en chimie analytique, [...] », CVA 20 pages 102-103, DDAE – Résumé non-technique page 24

Les zones sensibles. Znieff non traité :

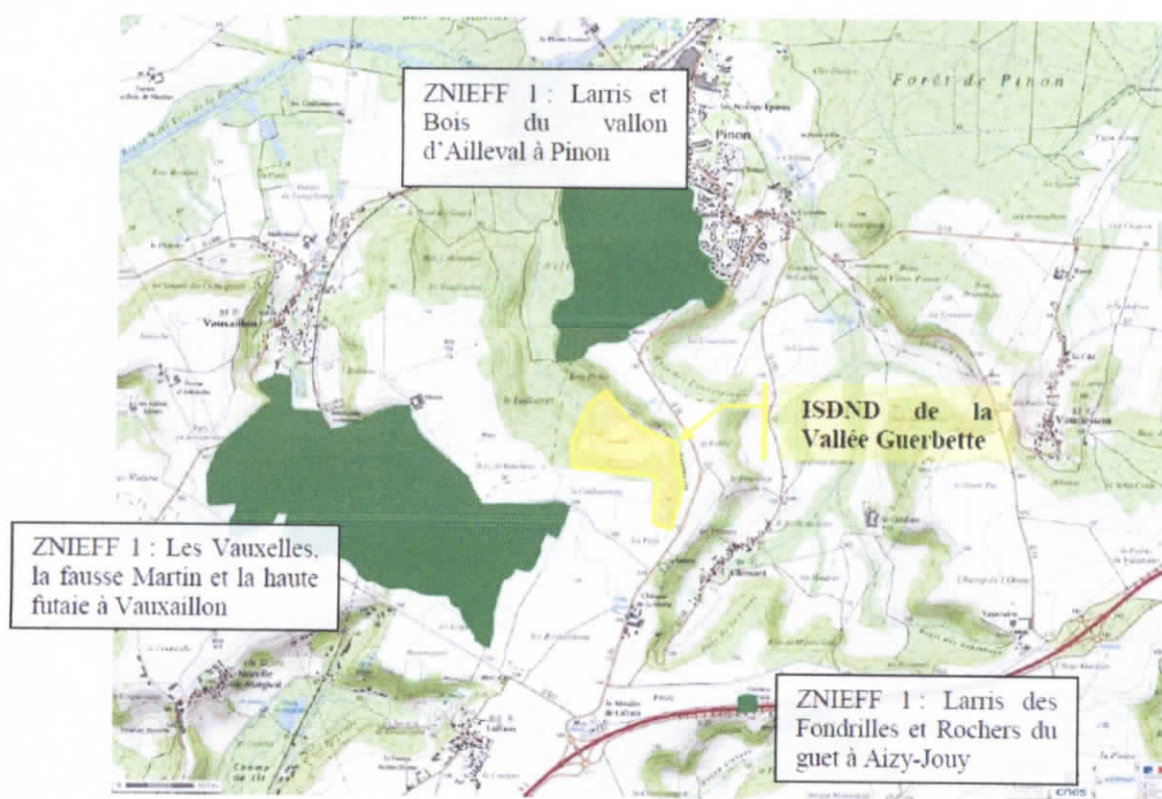
Le sujet des ZNIEFF est traité à plusieurs reprises dans le dossier mais aussi dans le mémoire en réponse. Vous trouverez ci-après un extrait de la *page 32 de l'Etude d'Impact sur les ZNIEFF* : Une ZNIEFF est une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique. C'est un territoire où les scientifiques ont identifié des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel. Les ZNIEFF sont divisées en deux catégories :

- Catégorie I : superficie assez limitée, elle renferme des espèces et des milieux rares ou protégés,

- **Catégorie II** : correspond à de grands espaces naturels (massif forestier, estuaire, etc.) offrant de grandes potentialités biologiques.

Les ZNIEFF les plus proches du site sont décrites dans le tableau suivant et localisées sur la carte en page suivante.

Type	Nom	Numéro	Distance au site
ZNIEFF 1	Larris et bois du Vallon d'Ailleval à Pinon	220120006	400 m au Nord
ZNIEFF 1	Les Vauxelles, la Fausse Martin et la haute Futaie à Vauxaillon	220013550	400 m à l'Ouest
ZNIEFF 1	Cavité souterraine à chauve-souris de la carrière de Fruty à Laffaux	220120014	1,5 km au Sud



Extrait de la page 57 de l'Etude d'Impact sur les enjeux par rapport aux zonages environnementaux existants : l'ISDND n'est pas intégrée à un site Natura 2000 ni à une ZNIEFF de type 1 ou 2. Aucun enjeu écologique n'est identifié vis-à-vis de ces zonages.

Autres références :

→ cf. CVA 13 page 38 § « En outre, des mesures d'évitement [...] » et page 41 « Concernant le défrichement d'une partie du site [...] », CVA 14 page 49 § « Concernant le défrichement [...] », CVA 15 page 54 § « Concernant le défrichement [...] »

IV : Nuisances olfactives.

Les fermentescibles ne sont pas des déchets inertes. Ils n'ont pas lieu d'être admis.

Tout comme le site actuel, le projet ne concerne pas une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) mais bien une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND). Les déchets fermentescibles sont considérés comme des déchets non dangereux car biodégradables.

Autre référence :

→ cf. CVA 25 page 127-128

V : Commission de Suivi de Site.

On parle de biogaz, mais pas de moyens de connaissance du processus de fermentation des casiers.

Le processus de fermentation est abordé à plusieurs reprises dans le dossier. Vous trouverez ci-après un extrait de la page 121 de l'Etude d'Impact sur les émissions gazeuses accompagnées d'émanations d'odeurs : l'activité de stockage de déchets non dangereux, comportant des déchets fermentescibles, est génératrice d'émanations gazeuses et d'odeurs. Ces dernières sont dues aux processus de fermentation des déchets organiques.

La fermentation peut être de deux types :

- fermentation aérobie : au contact de l'air en quantité suffisante, une fermentation microbiologique naturelle se produit sous l'action d'espèces microbiennes qui sont présentes dans les déchets organiques ou dans le milieu naturel ou dans le surplus de biogaz,
- fermentation anaérobie : cette fermentation, qui nécessite la présence d'eau en quantité suffisante, a lieu en l'absence d'oxygène et conduit à la formation de biogaz.

Le principal type d'odeur sur une ISDND est lié à la fermentation anaérobie conduisant à la formation du biogaz. Ce gaz est produit lors de la dégradation anaérobie (en absence d'oxygène) des matières organiques contenues dans les déchets. Il est composé principalement de méthane (CH_4) et de gaz carbonique (CO_2).

De plus, le biogaz véhicule des composés à l'état de trace (hydrogène sulfuré, mercaptans...), responsables des odeurs.

Au niveau de la zone de stockage, les odeurs liées au dégagement du biogaz sont principalement dues à des composés soufrés (hydrogène sulfuré et mercaptans).

Autre référence :

→ cf. CVA 12

En 2010 les déchets sont déposés hors de tout casier.

Cette remarque ne concerne pas le projet et donc est sans objet pour l'enquête. Néanmoins, nous avons répondu dans le mémoire en réponses en fournissant les arrêtés de mises en demeure et les courriers de levées de ces mises en demeure (annexes 1 à 4). Nous ajoutons que cette situation était temporaire dans l'attente de la fin des travaux d'aménagement du nouveau casier et qu'elle n'a été, en aucune manière, source de pollution. En effet, les déchets n'étaient pas déposés hors de tous casiers mais dans un casier sur une hauteur supérieure à la côte autorisée, en attente de les déplacer dans le casier suivant.

Autre référence :

→ cf. CVA 12

En 2012 l'exploitant n'a pas rédigé le bilan décennal prévu par l'arrêté préfectoral, d'où mise en demeure par le préfet. Ce document n'a pas fait l'objet d'une présentation en CLIS ou en CSS.

Cette remarque ne concerne pas le projet et donc est sans objet pour l'enquête. Néanmoins, nous y avons répondu à travers le mémoire en réponse en fournissant les arrêtés de mises en demeure et les courriers de levées de ces mises en demeure (annexes 1 à 4). Nous ajoutons que c'est bien la DREAL qui établit l'ordre du jour des CLIS ou CSS et que ces ordres du jour peuvent être adaptés à la demande des membres de la dite commission. A notre connaissance aucune demande particulière de présentation n'a été formulée.

Autre référence :

→ cf. CVA 12

VI : Contrôle de déchets.

Il n'y a pas tri pour matelas et ameublement, et les éléments D32, polystyrènes, peintures et vernis, produits phyto, dashri, (liste non exhaustive) notamment produits à forte toxicité. Cette déchetterie est incomplète, inappropriée, source de recyclage insuffisant, source de mise à décharge anormale, donc source de dangers. Aucune garantie. **Toute l'observation n'a pas été traitée.**

Nous rappelons que la déchetterie du site accueille des déchets non dangereux. SITA Nord Est ne dispose pas des autorisations nécessaires pour accueillir des déchets dangereux du type phytosanitaire ou Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI) et donc ne les accueille pas. Les bennes mises à disposition sont envoyées selon leur contenu vers les filières de tri et ou de recyclage adapté. Seule la benne contenant des déchets admissibles en stockage est autorisée à y être traitée. Les contrôles exercés sur cette dernière sont les mêmes que pour les autres admissions de déchets sur le site.

Autres références :

→ cf. CVA 12, 29 → cf. CVA 12, 29

VII : Les défaillances.

L'exploitant a reconnu les défaillances et ses problèmes d'exploitation. Retard dans le recouvrement des casiers, déchets déposés hors casier. Problèmes de gel en hiver, matériel en panne. Mise en place de captages défaillants. Retard dans les travaux de mise en conformité dépassant 6 mois. Inspection de la DREAL le 1er avril 2010. L'alvéole 5A mise en service sans l'aval de l'autorité administrative.

Ces remarques ne concernent pas le projet et donc sont sans objet pour l'enquête. Néanmoins, nous y avons répondu à travers le mémoire en réponses en fournissant les arrêtés de mises en demeure et les courriers de levées de ces mises en demeure (annexes 1 à 4). Ainsi, en page 9 du mémoire en réponse : SITA Nord Est tient à préciser que le présent mémoire concerne la demande de poursuite d'exploitation et non en substance un bilan des exploitations précédentes ni celles menées par d'autres exploitants en dehors de la commune d'Allemant (Vauxaillon, jusqu'à la reprise du site).

Il convient également de rappeler que la réglementation en matière de gestion des déchets et des aménagements d'Installation de Stockage de Déchets Dangereux a également évolué entre 1997 et le 22 mars 2016, date de publication du dernier Arrêté Ministériel. Néanmoins, il est de la responsabilité de SITA Nord Est d'assumer les pratiques du passé sans toutefois nécessairement les cautionner.

En effet, nous avons accepté à plusieurs reprises les critiques qui nous étaient faites, tant sur le manque de lisibilité, il y a quelques années, du phasage d'exploitation ou sur le défaut de communication et d'écoute dont nous avons fait preuve à des moments importants de l'exploitation, comme par exemple l'installation du moteur de valorisation électrique.

Depuis, on ne peut nier que SITA Nord Est est dans une recherche constante de l'amélioration de son exploitation et les retours positifs que nous avons sur le constat de l'amélioration de notre exploitation et de son impact en sont la preuve.

Ainsi, SITA Nord Est se déclare, une nouvelle fois, ouvert aux échanges avec les riverains dans un climat apaisé et constructif.

Autres références :

→ cf. CVA 1, 12, 20

Trois incendies entre 2012 et 2014. **Non traité.**

Nous avons répondu à cette observation dans le complément demandé par Monsieur le Président de la Commission d'Enquête. Enfin, aucun incendie ne s'est produit entre 2012 et 2014 sur le centre de stockage. En 2013, un engin a pris feu sur le centre de tri, et en 2014, un départ de feu s'est déclenché sur l'installation de traitement des lixiviats au niveau de la tour aéroréfrigérante.

Autres références :

→ cf. CVA 12, 25, CVA 20 page 104 § « Le risque d'incendie est inhérent [...] »

Depuis 1996, date de l'ouverture, le site a fait l'objet d'une mauvaise gestion comme le démontre l'exploitation partielle des casiers de stockage dont l'ordre initial n'a pas été respecté dès la mise en service. Le désordre a été accentué par les dépassements de seuil en 2006, 2007 et 2009. Le site était autorisé à accueillir 140000 tonnes par an, les tonnages supplémentaires semblent avoir bousculé une exploitation déjà malmenée techniquement. **Sujet traité incomplètement :**

Ces remarques sont des jugements dont la teneur n'appartient qu'à l'auteur. Elles ne concernent pas le projet et donc sont sans objet pour l'enquête. En outre, elles sont issues du courrier référencé CVA20 (courrier de Vie et Paysage) qui a fait l'objet d'une réponse globale dans le mémoire en réponse en page 93. Nous rappelons que l'enquête publique concerne le projet de poursuite d'exploitation et non l'exploitation passée.

Rappelons que les phasages d'exploitation présentés (surtout concernant les premières exploitations) dans les demandes étaient des « avant projet sommaire » pouvant être adaptés et/ou modifiés. Notons que de nos jours les plans prévisionnels d'exploitation sont de plus en plus précis. Enfin, l'ensemble des mesures proposées dans le cadre de cette nouvelle demande sont évidemment de nature à apporter des améliorations constantes dans la gestion de l'installation.

Autres références :

→ cf. CVA 20.

VIII : Aspects santé.

La production de biogaz. **Doses nocives ?** 20 % de biogaz part dans la nature. Effets d'accumulation ? La dilution du biogaz éventuelle ou accidentelle rend l'effet peu dangereux ? En 2014, 600000 m³ ont été captés. 20 à 30 % non captés, soit 4000 m³. **Sujet déjà abordé d'une autre façon avec réponse. Il mérite une réponse plus argumentée et explicite.**

Afin de ne pas reprendre ici les réponses correspondantes que nous avons déjà apportées dans le corps du mémoire et qui nous semblent suffisantes, vous trouverez ci-après un extrait du mémoire en défense de monsieur le Préfet de l'Aisne lorsque ce dernier a été attaqué (par Qualit'Aisne et Vauxaillon Nature) au tribunal administratif pour avoir refusé de mettre en demeure SITA DECTRA de mettre en place un système complet de mesure et d'enregistrement de l'air sur son site d'ALLEMANT et un plan d'actions capable d'éviter toute fuite de biogaz sur le site. Ce mémoire date de 2013 (Document complet transmis à Monsieur Duchâtel par messagerie le 05/04/2016). Nous sommes bien sûr en accord avec les arguments de ce mémoire.

« 1/ Sur le biogaz :

Les requérantes font état des taux de H₂S émis par l'installation et relevés dans le document d'information au public 2011 rédigé par SITA DECTRA. Tout d'abord, ils s'alarment de l'augmentation de ce taux, passé de 20 ppm en 2002 à 600 ppm en 2009. Je souligne qu'il est normal que la concentration en H₂S du biogaz produit par le centre de stockage de déchets non dangereux d'ALLEMANT augmente depuis 2002 : d'une part, le centre de stockage fonctionne depuis un peu plus de 10 ans, délai à partir duquel la production de biogaz est maximale pour les déchets mis en stockage

en début d'exploitation. Ce taux devrait donc encore augmenter pendant plusieurs années. Cette augmentation, prévisible et estimée dans le dossier de demande d'autorisation, a d'ailleurs conduit l'exploitant à mettre en place un moteur de valorisation énergétique du biogaz et deux torchères destinées à détruire le biogaz en cas d'incident sur le moteur ;

D'autre part, la teneur en H_2S du biogaz croît régulièrement à mesure que les déchets vieillissent. Ce phénomène est connu et observé sur tous les centres de stockage au plan national.

Les associations requérantes affirment également qu'il est anormal qu'une part du biogaz ne soit pas captée. Certes, il ne l'est pas complètement sur le centre, mais c'est le cas sur l'ensemble des sites de stockage de déchets non dangereux, le taux moyen de captage constaté étant d'environ 80%. *L'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux centres de stockage de déchets non dangereux* n'impose d'ailleurs pas de taux minimal de captage du biogaz. On ne saurait de plus nier que SITA DECTRA, exploitant depuis 2010, met en œuvre de nombreuses actions visant à améliorer le taux de captage du biogaz sur son site :

- la densification des puits verticaux de captage (8 puits/ha au lieu de 4 imposés par l'arrêté);
- la mise en place de drains horizontaux au cœur du massif de déchets ;
- la mise en place de drains périphériques ;
- la couverture étanche, définitive sur les zones achevées, et temporaire sur les zones en cours d'exploitation.

Ainsi, désormais 70% du biogaz produit par le centre est capté et brûlé au niveau du moteur thermique ou des torchères. Les résultats des contrôles effectués par un organisme externe sur les effluents gazeux rejetés permettent de suivre les teneurs en H_2S . Les résultats du contrôle 2012 indiquent une concentration inférieure au seuil réglementaire de 5mg/Nm³. 30% du biogaz n'est donc pas capté actuellement sur ce centre. Bien qu'elles soient diluées dans l'atmosphère et dispersées en fonction des conditions météorologiques, ce sont ces émissions diffuses qui génèrent des nuisances olfactives et inquiètent les riverains du site. [nldr : la réalisation des couvertures étanches permettra de diminuer encore la part de biogaz non capté à environ 10 à 20%]

2/ Sur le risque sanitaire :

Dans leur mémoire, les requérantes tirent comme conclusion que les nuisances olfactives et ces taux relevés au niveau des puits de biogaz démontrent une atteinte grave à la santé des riverains du site, qui seraient exposés à des niveaux de H_2S dépassant les seuils d'effets irréversibles, voire les seuils d'effets létaux. Ils s'appuient pour ce faire sur une étude de l'Observatoire régional de la santé et du social, qui fait état d'un taux anormalement élevé de cancers dans le canton d'Anizy-le-Château sur la période 2000-2004. Les requérants rappellent que cette étude ainsi que plusieurs cas de cancers avaient conduit 5 médecins du secteur à suspecter le biogaz émis par le centre de stockage de déchets d'ALLEMANT. Ces derniers m'avaient adressé un courrier le 10 décembre 2009, dans lequel ils me faisaient part de leurs inquiétudes quant aux conséquences sur la santé publique de la proximité du site exploité par SITA DECTRA.

C'est là un argument totalement erroné, qui ne saurait prospérer. Tout d'abord, ainsi que je l'ai déjà dit, les taux mentionnés dans le document d'information du public 2011 sont ceux relevés au niveau des puits de captage même. Ces taux sont donc ceux de

l'air sortant des puits, avant toute dilution (pour la portion qui échappe à la valorisation) dans l'atmosphère.

J'ajoute que si les effets subis par une personne respirant du biogaz à des concentrations aussi élevées incluent bien les nausées ou maux de tête dont se plaignent les requérants, ils ne peuvent correspondre à l'incommodation olfactive qu'ils décrivent aussi. En effet, les dommages causés par un taux supérieur à 150 ppm comprennent, en sus des nausées et céphalées évoquées ci-dessus, la perte de l'odorat, liée à une paralysie du nerf olfactif, en 2 à 15 minutes. Le fait même que les requérants sentent de mauvaises odeurs démontre justement que ces taux ne sont pas atteints. De plus, les associations requérantes se contredisent en soutenant un raisonnement illogique puisqu'ils affirment être exposés à des taux atteignant et dépassant probablement 971 ppm et écrivent ensuite qu'une exposition à un taux de 372 ppm est létale en 60 minutes (un taux de 971 ppm provoquerait une perte de conscience immédiate et la mort en moins de 10 minutes). Les taux de biogaz auxquels ont été exposés les riverains lors des incidents ont donc bien été inférieurs aux seuils d'effets irréversibles et, a fortiori, aux seuils d'effets létaux.

Par ailleurs, à réception du courrier qui m'avait été adressé par les médecins du canton d'Anizy-Le-Château, j'ai saisi les services de l'Agence régionale de Santé et la Cellule de l'institut de veille sanitaire en région Nord (CIRE Nord) en leur demandant d'étudier ce signalement.

Les résultats de ces investigations concluent à l'absence de sur-incidence de cas de lymphomes sur le secteur. Les éléments recueillis ne mettent en évidence ni agrégat de cancers ni exposition environnementale particulière. Toutefois, l'absence d'excès apparent de cas de lymphomes ne signifiant pas nécessairement l'absence de tout risque sanitaire (notamment ceux engendrés par les nuisances olfactives telles que la gêne respiratoire ou les irritations oculaires dont se plaignent régulièrement certains des riverains du site), la CIRE propose en conclusion de son étude de poursuivre la mise en place d'une surveillance environnementale participative, avec deux objectifs principaux : évaluer l'exposition de la population au biogaz non capté et limiter les épisodes de nuisances olfactives.

3/ Sur les démarches mises en œuvre

Depuis 2010, SITA DECTRA a justement mis en place un jury de nez, dont le bilan pour l'année 2011, dressé par la société AIR.POLL, a été présenté le 13 juillet 2012 aux membres de la CLIS, à laquelle siègent les requérantes. Lors de cette réunion que j'ai présidée, l'exploitant a présenté et fait valider la démarche qu'il souhaite engager concernant la qualité de l'air autour de son site. Depuis cette date, le groupe d'experts constitué de médecins, de scientifiques, des services de l'État, de représentants des élus locaux et des associations de protection de l'environnement s'est réuni plusieurs fois, afin de définir le protocole d'étude. Le protocole est aujourd'hui validé, et la société SITA DECTRA a retenu le laboratoire de l'Ecole des Mines de Douai pour sa mise en œuvre.

De plus, conformément aux dispositions réglementaires, des Evaluations sur les Risques Sanitaires (ERS) ont été réalisées depuis le dépôt initial du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Ainsi, en 2006, TRAVADEC, la société exploitante à l'origine, avait chargé le bureau d'études OTE d'effectuer une ERS du site. Parmi les sujets traités, OTE avait examiné les rejets diffus, en utilisant le logiciel ARIA Impact, qui réalise un maillage de la zone étudiée de 40 mailles de 200 mètres. Le logiciel précise la concentration maximale à

l'émission pour chaque polluant et la maille correspondante. Pour l'hydrogène sulfuré, la concentration relevée à l'émission était de $2,41 \cdot 10^{-7}$ mg/m³ à une distance de 520 mètres. Selon OTE, l'excès de risque individuel était ainsi inférieur au seuil d'acceptabilité de l'OMS et il était donc peu probable que ces rejets gazeux aient un impact sanitaire sur les populations environnantes.

Afin d'actualiser cette étude, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant une mise à jour de l'ERS. Cette étude complémentaire, réalisée en 2010 par le bureau VERITAS, ainsi que des compléments d'information sollicités par l'Agence régionale de santé font actuellement l'objet d'analyses par ces services.

Toutefois, selon les premières conclusions de cette étude, l'indice de risque sanitaire global est nettement inférieur à 1 et l'excès de risque individuel est nettement inférieur à 10^{-5} . Le bureau VERITAS conclut « *qu'au vu des exigences réglementaires, des connaissances méthodologiques et bibliographiques, les indicateurs d'exposition des populations aux émissions atmosphériques du site respectent les recommandations des autorités sanitaires en terme de risque chronique* ».

Autres références :

→ cf. CVA 12, 25

Le biogaz contient de l'hydrogène sulfuré qualifié de traces dans le dossier alors que la concentration est mentionnée > 550 ppm.

En chimie analytique, une « trace » ou « élément trace » correspond à une échelle d'environ 0.1 %, soit 1 000 ppm (partie par million). Ici, 550 ppm correspondent à 0.055 %. Ce sont bien des éléments traces.

Autre référence :

→ cf. CVA 12

En entrée de torchère il est mentionné 2319 ppm BG 2000 Valorix sachant que 688 ppm pendant 10 minutes provoquent la mort et 150 ppm pendant 10 minutes provoquent des effets irréversibles sur la santé.

Extrait page 21 du mémoire en réponse : Les chiffres de 2319 ppm (0.23 %) et > 550 ppm (0.05 %) ne sont, en outre, pas incohérents et nous tenons à rappeler qu'il n'existe pas de seuil réglementaire concernant la composition du biogaz. N'ayant pas d'obligation réglementaire de mesurer précisément les teneurs, ces dernières ne sont fournies qu'en termes de dépassement du seuil de détection.

Il n'est pas réaliste de penser respirer ces teneurs car ce sont des teneurs en entrée de torchère et avant tout phénomène de dilution et de dispersion éventuels.

Enfin, le personnel chargé d'intervenir sur le réseau ou sur les outils de valorisation et/ou destruction du biogaz sont systématiquement équipés de détecteur d'H₂S, de CO et d'O₂. Ces détecteurs réagissent (alarmes) à des seuils de 5 (0.0005 %) et 10 ppm (0.001%) dans l'air ambiant du lieu de leur intervention.

Autre référence :

→ cf. CVA 12

XI : Les objectifs pour diminuer les déchets.

Les déchets peuvent être traités différemment. On le dit mais on ne le fait pas assez. Ecarter à la source la partie valorisable des déchets. Les ISDND ne devraient accueillir que des déchets ultimes. Il est déploré cet empressement à la création de nouveaux projets sans avoir une perspective globale de prévention, de réduction à la source, d'incitation pour une gestion intégrée de tous les déchets produits dans la région. Forcer les industriels à trouver de nouveaux emballages. **On peut quand même en dire quelques mots.**

Nous avons également apporté des réponses sur ces aspects dans le mémoire en réponse. Néanmoins, nous tenons à rappeler que l'exploitant n'a pas la responsabilité des politiques de prévention, ni même de la gestion des déchets. Que ce soit sur le territoire départemental, régional ou national.

En outre, les objectifs en matière de traitement de déchets issus de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et le principe tiré de l'article L. 541-2-1 du code de l'environnement rappellent que les installations de stockage de déchets ne peuvent recevoir que des déchets ultimes, étant entendu que le caractère ultime s'apprécie en fonction des conditions techniques et économiques du moment. Cette définition est par ailleurs reprise dans chaque Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets.

Enfin, en notre qualité de professionnel du déchet, nous avons participé à l'élaboration des textes cités, et donc aux objectifs ambitieux fixés par ces lois.

Autres références :

→ cf. CAL 14, 15

1 20% du biogaz part dans la nature. **Effets d'accumulation?** Sita déclare que l'on est en dessous des seuils de dangers définis par l'OMS et L'INERIS. **Aucune mesure concernant le rejet de H2S. Souhait de s'appuyer sur des installations anciennes pour appréhender les risques sur la santé.**

Il n'y a pas d'effet d'accumulation car les gaz émis sont dilués et diffusés dans l'atmosphère. Cela est expliqué à plusieurs reprises, tant dans le dossier que dans le mémoire. Rappelons également que Le biogaz lorsque qu'il est émis à l'atmosphère est immédiatement dilué dans des masses d'air dont le volume est considérable. L'Etude de Risques Sanitaires du dossier, les travaux du comité scientifique dont on rappelle (page 103 du mémoire en réponse) que « au travers du Compte rendu de la réunion de la Commission de Suivi de Site du 2 avril 2015 p4, « M. ROUX, médecin conseil, présente les conclusions de l'étude réalisée par M. TOMAS, enseignant-chercheur à l'école des mines de Douai, sur la qualité de l'air dans les villages voisins du centre de stockage. Cette présentation est jointe au présent rapport. M. GASTEL souhaite connaître comment a été retenu les éléments traceurs de la pollution. **M. ROUX indique que 27 éléments traceurs ont été analysés lors de cette campagne de mesures. A sa connaissance, aucune étude de ce genre n'a été effectuée autour d'une ISDND. Habituellement, seuls 3 paramètres sont analysés. »**

Il y a bien des mesures d'H2S comme montré en page 21 du mémoire mais aussi en page 29 du mémoire. En outre, les exigences réglementaires en termes d'Evaluation des Risques

Sanitaires sont bien évidemment basées sur des retours d'expériences concernant des installations anciennes. Ainsi, la page 170 de l'étude d'impact comprend un chapitre sur les effets de la poursuite d'exploitation de l'ISDND : « **Les risques liés à la poursuite d'exploitation concernent l'inhalation de composés gazeux issus de la production de biogaz généré par le stockage de déchets non dangereux. Une partie de ce biogaz créé par le stockage de déchets non dangereux est diffusée dans l'atmosphère malgré les bonnes performances de captage obligatoire mis en place dans les ISDND. La toxicité du biogaz a fait l'objet d'études détaillées, synthétisées en France par les deux publications suivantes :**

- **Guide méthodologique pour l'évaluation des risques sanitaires dans les études d'impacts des installations de stockage de déchets ménagers et assimilés (ISDMA). ASTEE Février 2005,**
- **Stockage des déchets et santé publique ; synthèse et recommandations. INVS 2005.**

Les paramètres traceurs ont été retenus sur la base de la méthodologie du guide ASTEE. Le choix a porté sur l'H₂S, le benzène et le tétrachloroéthylène, pour lesquels des analyses sont disponibles sur le site. L'objectif recherché a été d'évaluer l'exposition des riverains de l'ISDND à l'inhalation des trois composés cités précédemment. Pour cela, l'application des méthodologies d'étude décrites dans les ouvrages précédents a conduit à réaliser une modélisation informatique de dispersion de ces trois paramètres traceurs.

Cette modélisation tient compte notamment :

- de l'orientation des vents dominants (voir en page 105),
- des émissions diffuses de biogaz à travers les couvertures des zones de stockage de déchets,
- des gaz de combustion du moteur de valorisation électrique du biogaz.

Les résultats de cette modélisation montrent que, pour les concentrations des paramètres traceurs inhalées par les riverains, les résultats en terme de risques sanitaires pour la population sont en dessous des seuils de dangers usuellement utilisés et définis par l'OMS et l'INERIS pour ce type d'étude.

En 2014 600000 m³ ont été captés. **20 à 30 % non captés soit 4000 m³.** (Je prends l'observation telle qu'elle a été formulée...le calcul est particulier .)

Cette observation ne contient pas de question à laquelle nous serions susceptible de répondre. En revanche des éléments de réponses ont déjà été apporté plus haut et sont rappelés ci-après : « Les associations requérantes affirment également qu'il est anormal qu'une part du biogaz ne soit pas captée. Certes, il ne l'est pas complètement sur le centre, mais c'est le cas sur l'ensemble des sites de stockage de déchets non dangereux, le taux moyen de captage constaté étant d'environ 80%. *L'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux centres de stockage de déchets non dangereux* n'impose d'ailleurs pas de taux minimal de captage du biogaz. On ne saurait de plus nier que SITA DECTRA, exploitant depuis 2010, met en œuvre de nombreuses actions visant à améliorer le taux de captage du biogaz sur son site :

- la densification des puits verticaux de captage (8 puits/ha au lieu de 4 imposés par l'arrêté);

- la mise en place de drains horizontaux au cœur du massif de déchets ;
- la mise en place de drains périphériques ;
- la couverture étanche, définitive sur les zones achevées, et temporaire sur les zones en cours d'exploitation.

Ainsi, désormais 70% du biogaz produit par le centre est capté et brûlé au niveau du moteur thermique ou des torchères. Les résultats des contrôles effectués par un organisme externe sur les effluents gazeux rejetés permettent de suivre les teneurs en H_2S . Les résultats du contrôle 2012 indiquent une concentration inférieure au seuil réglementaire de 5mg/Nm³. 30% du biogaz n'est donc pas capté actuellement sur ce centre. Bien qu'elles soient diluées dans l'atmosphère et dispersées en fonction des conditions météorologiques, ce sont ces émissions diffuses qui génèrent des nuisances olfactives et inquiètent les riverains du site. [nldr : la réalisation des couvertures étanches permettra de diminuer encore la part de biogaz non capté à environ 10 à 20%]

2 La dilution du biogaz éventuelle ou accidentelle , rend l'effet peu dangereux?

La dilution du biogaz n'est ni accidentelle ou éventuelle. Le biogaz lorsque qu'il est émis à l'atmosphère est immédiatement diluée dans des masses d'air dont le volume est considérable. L'Etude de Risques Sanitaires du dossier, les travaux du comité scientifique dont on rappelle (page 103 du mémoire en réponse) que « au travers du *Compte rendu de la réunion de la Commission de Suivi de Site* du 2 avril 2015 p4, « M. ROUX, médecin conseil, présente les conclusions de l'étude réalisée par M. TOMAS, enseignant-chercheur à l'école des mines de Douai, sur la qualité de l'air dans les villages voisins du centre de stockage. Cette présentation est jointe au présent rapport. M. GASTEL souhaite connaître comment a été retenu les éléments traceurs de la pollution. **M. ROUX indique que 27 éléments traceurs ont été analysés lors de cette campagne de mesures. A sa connaissance, aucune étude de ce genre n'a été effectuée autour d'une ISDND.** »

Selon une vaste enquête menée par une équipe de l'Université de Californie du Sud: sur une période de 8 ans auprès de 1759 enfants de 10 à 18 ans. Dans douze communautés de Los Angeles, il ressort que 8 % des enfants vivant dans des quartiers pollués ont une capacité pulmonaire de moins de 80 % comparativement à 1,5% des enfants vivant dans des quartiers moins pollués.

Cette étude n'est en aucun cas comparable à la situation des villages autour du site. Nous pensons qu'il s'agit ici d'une exposition à l'environnement urbain. Rappelons Comme mentionné à la page 36 du mémoire en réponse que : « **Les concentrations en composés traceurs observées au village d'Allemant se positionnent plutôt entre celles observées en site rural de fond et en site urbain plutôt qu'au voisinage d'un centre de traitement de déchets.** »